
De l'activisme citoyen à l'engagement armé

Le cas des combattants volontaires ukrainiens de la guerre du Donbass

From citizen activism to armed engagement: The case of Ukrainian volunteer fighters in the Donbass war

Coline Maestracci



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/socio/12249>

DOI : 10.4000/socio.12249

ISSN : 2425-2158

Éditeur

Les éditions de la Maison des sciences de l'Homme

Édition imprimée

Date de publication : 3 mars 2022

Pagination : 159-176

ISBN : 9782735127948

ISSN : 2266-3134

Ce document vous est offert par Université libre de Bruxelles - ULB



Référence électronique

Coline Maestracci, « De l'activisme citoyen à l'engagement armé », *Socio* [En ligne], 16 | 2022, mis en ligne le 03 mars 2022, consulté le 06 janvier 2024. URL : <http://journals.openedition.org/socio/12249> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/socio.12249>



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-NC-ND 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

De l'activisme citoyen à l'engagement armé

Le cas des combattants volontaires
ukrainiens de la guerre du Donbass

Coline MAESTRACCI

Introduction

Le 21 novembre 2013, le président ukrainien Viktor Ianoukovytch annonce, sous la pression de Moscou, son refus de signer l'accord d'association avec l'Union européenne, prévu de longue date et censé entériner un rapprochement entre l'Ukraine et l'Union européenne. Ce refus marque le début de la mobilisation du Maïdan, en référence à la place de l'Indépendance à Kiev (*Maïdan Nezalezhnosti*), épicerie de la contestation. La mobilisation est marquée par une escalade de la violence à partir de décembre 2013,

qui culmine en février 2014 avec la mort par balle de plus d'une centaine de manifestants. Le président ukrainien quitte finalement le pays le 22 février 2014. Au même moment, des affrontements émergent dans l'est du pays dans la région du Donbass. Ces affrontements sont le résultat d'incompréhensions mutuelles par rapport à ce que représente la mobilisation du Maïdan (Colin Lebedev, 2015). Les manifestants anti-Maïdan ne se reconnaissent pas nécessairement dans ce désir d'émancipation du passé soviétique qui, dans cette région industrialisée du pays, représente une période de développement économique important et est donc associée à une certaine prospérité. Les manifestants pro-Maïdan ne comprennent pas cette réticence d'une partie de la population à adhérer à des valeurs démocratiques et de liberté qu'ils jugent universelles (*ibid.*). En outre, la Russie a joué un rôle essentiel dans l'embrasement du Donbass en instrumentalisant les peurs *via* une campagne massive de désinformation à la télévision russe qui demeure le principal canal d'information d'une partie de la population du Donbass (Fedor, Portnov et Umland, 2015). Ces affrontements entre pro- et anti-Maïdan franchissent un nouveau cap lorsque des hommes armés non identifiables arrivent sur la péninsule de Crimée et prennent l'administration locale. Après un référendum à plusieurs égards contestables, la péninsule de Crimée est annexée par la Fédération de Russie qui reconnaît en 2015 sa participation militaire à l'annexion. Fin février et début mars 2014, des affrontements ont lieu également dans la région du Donbass. En mars, des hommes armés saisissent les administrations de deux villes, Donetsk et Louhansk, et déclarent la création de deux républiques séparatistes : la république populaire de Donetsk et la république populaire de Louhansk. En avril 2014, les autorités ukrainiennes lancent des opérations militaires dans l'est de l'Ukraine, pour reprendre le contrôle sur les territoires séparatistes. Mais cette opération dure et se transforme en un conflit armé qui oppose l'armée ukrainienne et les troupes séparatistes soutenues militairement et économiquement par la Russie. Lorsque le conflit armé éclate dans l'est de l'Ukraine, l'armée ukrainienne n'est pas préparée à un affrontement armé d'une telle ampleur. La baisse du budget militaire ainsi que la baisse des effectifs depuis l'indépendance ont considérablement affaibli les forces armées ukrainiennes (Colin Lebedev, 2015). Ainsi, dès le printemps 2014 des bataillons volontaires apparaissent un peu partout en Ukraine. Ce passage à la violence armée d'une partie

des citoyens a été légitimé par l'État ukrainien qui a encouragé la formation de ces bataillons et les a progressivement intégrés aux institutions étatiques. Pour quelques bataillons, l'intégration s'est faite au terme de longues négociations entre les structures étatiques et les commandants des bataillons, ces derniers ayant parfois du mal à renoncer à leur autonomie. Seuls quelques-uns ont refusé de s'intégrer aux institutions étatiques. L'armée ukrainienne a néanmoins affirmé que ces derniers n'opéraient plus en première ligne du conflit (*ibid.*). Trois types de combattants prennent part au conflit armé : les militaires de carrière, les personnes mobilisées et les combattants volontaires. Cet article analyse le contexte du passage à la violence armée des combattants volontaires ukrainiens dans la guerre du Donbass. Comment le passage à la violence s'impose-t-il petit à petit dans le répertoire d'action des individus ? Comment s'articulent la dimension personnelle de l'engagement et la construction de l'appartenance au groupe ? Au nom de quoi se fait ce passage à la violence ?

La question de la violence armée a principalement été traitée dans deux champs de la littérature académique. D'une part, les études sur la guerre qui se sont concentrées sur le processus de sortie de la violence en analysant dans une perspective macro, les programmes internationaux de désarmement, démobilisation, réintégration (DDR) (Stedman, 1997 ; McMullin, 2012 ; Duclos, 2018 ; Mac Ginty, 2010). Plus récemment, de nombreux travaux sociologiques ont privilégié une étude par le bas des trajectoires au plus près des combattants, en menant une analyse des sorties de guerre par les usages et les pratiques (Debos, 2013 ; Grajales et Jouhanneau 2019 ; Baczko, Dorronsoro et Quesnay, 2016 ; Le Huérou et Sieca-Kozłowski, 2010). D'autre part, dans le domaine de la sociologie des mobilisations, plusieurs travaux se sont intéressés à la violence politique de certains groupes (Sommier, 2008 ; Della Porta, 2006 ; Crettiez, 1999 ; *id.*, 2010) et aux enjeux que représente la sortie de la clandestinité. Après le 11 septembre 2001 la violence politique a été analysée essentiellement par le prisme du terrorisme dans une perspective exceptionnalisante (Post, 2005). Plus récemment, certains sociologues ont eu à cœur de se détacher d'une approche exclusivement rationnelle des pratiques violentes et ont cherché à réintégrer le registre du sensible dans l'analyse de ces dernières (Sommier, 2015 ; Huët, 2019). Ces travaux réaffirment que « l'expérience de la violence est intimement vécue » (Huet, 2019 : 44)

et produit des effets dans le rapport que les individus entretiennent avec eux-mêmes et avec le groupe (Collins, 2008). Cette approche nous semble particulièrement pertinente pour explorer l'engagement armé des combattants volontaires ukrainiens dans la guerre du Donbass. Cet engagement intervient dans un contexte de continuum de violence – répression de la mobilisation de Maïdan, annexion de la Crimée, affrontements dans l'est de l'Ukraine – qui bouleverse les individus à l'intime et contribue à envisager le passage à la violence armée. Cet article repose sur une enquête réalisée au printemps et à l'été 2019 dans plusieurs villes ukrainiennes. Le conflit est alors dans une phase moins intense que pendant les deux premières années, les combats sont de plus faible intensité et beaucoup de combattants de la première heure sont déjà retournés à la vie civile. Les enquêtés ne donnent donc pas une analyse *in situ* de l'engagement mais livrent un récit *a posteriori* qui mêle l'expérience affective individuelle et la dimension collective de l'engagement.

La violence comme élément structurant de la mobilisation du Maïdan

L'effet mobilisateur de la répression

La mobilisation sur la place de l'Indépendance a été marquée par des épisodes répressifs de la part des autorités qui ont fait entrer la violence dans le quotidien des citoyens ordinaires. Dans la nuit du 29 au 30 novembre 2013, la police donne l'ordre d'évacuer la place et s'en prend violemment aux manifestants. La violence exercée par les autorités à l'encontre des manifestants, dont beaucoup sont de jeunes étudiants, rassemblés pacifiquement sur la place, choque profondément la population qui s'identifie aux victimes. Les centaines de milliers de personnes rassemblées sur la place le dimanche suivant demandent désormais la démission du président et de son gouvernement. Taras, originaire de Kiev et travaillant dans le secteur informatique jusqu'à la mobilisation du Maïdan, se rendait depuis le premier jour sur la place, il raconte ici comment la violence a transformé la mobilisation dans son entourage :

Puis il y a eu le passage à tabac des étudiants, voilà, et il y a eu une escalade sur le Maïdan, et j'ai participé. Bien sûr je suivais ce qui se passait, nous suivions

tous ce qui se passait. Et beaucoup de mes amis se sont mis à suivre de plus près, enfin... ils ont commencé à s'intéresser, et se sont davantage impliqués dans... la politique on va dire, parce que c'était vraiment le cœur, la quintessence du mouvement à ce moment-là.

La violence envers les étudiants a un effet mobilisateur : d'observateurs distants, les individus s'investissent plus avant dans la mobilisation, se rendent sur la place et confèrent au fait de s'y rendre une dimension politique. Malgré la violence des autorités, les manifestants de la place Maïdan adoptent dans un premier temps une stratégie d'action non violente qui se matérialise par une occupation durable de la place. Depuis l'indépendance du pays, plusieurs mobilisations – mobilisation du granite de 1990, révolution orange de 2004 – avaient d'ailleurs développé la même stratégie, faisant entrer l'occupation dans le répertoire d'action des individus (Pishchikova, 2021). Une scène est installée sur la place, des tentes représentant les différentes villes d'Ukraine sont montées pour accueillir les personnes ayant élu résidence sur la place. Celle-ci est entourée de barricades faites d'objets divers : morceaux de bois, neige, sable, etc. La vie de la place est rythmée par des initiatives collectives qui entretiennent la mobilisation au quotidien : cuisine, service de presse, bibliothèque. Les individus, pour beaucoup des primo-manifestants, s'investissent ponctuellement ou plus régulièrement dans ces tâches. En outre, pour les manifestants dont la grande majorité observe jusqu'ici une certaine distance face à la politique¹, l'occupation de la place et le lieu clos qu'elle constitue font émerger une politisation par le bas qui repose sur un sentiment fort d'appartenance à la communauté des citoyens engagés et qui passe par la participation à des actions avec d'autres concitoyens. Participer à des actions collectives représente presque un acte performatif de politisation.

1. Sondage réalisé par *Initiative Démocratique* avec l'aide de l'Institut international de sociologie de Kiev le 7 et 8 décembre 2013 : <<https://dif.org.ua/article/maidan-de-cember-and-maidan-february-what-has-changed>>.

S'organiser pour répondre à la violence des autorités

Dans la nuit du 10 au 11 décembre 2013, les autorités tentent un assaut de la place. À partir de ce moment, la résistance s'organise parmi les manifestants qui modifient leur répertoire d'actions. La répression oblige ainsi petit à petit les manifestants à rompre avec la stratégie non violente et à prendre des mesures pour répondre à la violence des autorités. Celle-ci structure à la fois la mobilisation et les modes d'action des individus. Le mouvement se transforme et « fait apparaître l'existence de "deux blocs rivaux distincts qui avancent des prétentions incompatibles à contrôler l'État" et le ralliement "d'une importante fraction de la population, soumise à la juridiction de cet État, aux prétentions de chaque bloc" » (Goujon et Shukan, 2015, citant Tilly). Un service d'auto-défense est formé, composé d'hommes, majoritairement des citoyens ordinaires, mais aussi des vétérans de la guerre d'Afghanistan, ou des membres de l'organisation paramilitaire Pravy Sektor (Secteur droit) créée à cette période. Bien que non professionnel, le service d'auto-défense reprend en partie les codes de l'affrontement guerrier : organisation en centuries, boucliers et casques de protection, cocktails Molotov. Pendant les mois les plus violents, il « encadr[e] et canalis[e] pour une grande partie l'usage de la violence sur le Maidan » (Colin Lebedev, 2017). La participation au service d'auto-défense permet un apprentissage des techniques de maintien de l'ordre et l'acquisition d'une discipline militaire. Mais ses membres sont principalement équipés d'armes artisanales (bâtons, gourdins, marteaux, par exemple); aucune recherche n'a jusqu'ici prouvé la présence généralisée d'armes à feu du côté des manifestants (*ibid.*). Le service d'auto-défense a donc une fonction défensive puisqu'il sécurise les abords de la place, mais il incarne aussi, plus symboliquement, le maintien d'un rapport de force entre les citoyens et les autorités. La place de l'Indépendance demeure l'épicentre de la mobilisation où sont visibles les formes de violence les plus codifiées. En marge de la place, d'autres affrontements se produisent, comme ceux fomentés par les *titouchkys*², des groupes d'individus recrutés par les autorités et qui œuvrent à troubler les rassemblements pacifiques, voire commettent des actes violents ciblés à l'encontre des manifestants.

2. En référence à Vadym Titouchko, condamné pour l'agression d'une journaliste.

D'autres initiatives par le bas se mettent en place dans certains quartiers pour riposter à ces attaques. Taras raconte ici l'apprentissage et la mise en place à l'échelle collective de nouvelles stratégies pour résister aux attaques dans des quartiers plus excentrés :

Au même moment, on s'est mis à faire des gardes, on patrouillait dans nos quartiers. Je viens de l'ouest de Kyiv, à l'époque je vivais au métro Akademyorodok. Et il y avait des titouchkys qui venaient de banlieue. [...] Les titouchkys venaient en bus, et les gens se sont auto-organisés dans le quartier, c'était inédit et incroyable de voir tous les habitants du quartier, les gopnikis³, tout le monde s'unissait, tous... les alcooliques, les intellos, tous ensemble, on s'est tous unis en fait... On prenait ce qu'on trouvait chez nous, des bâtons, des fusils à air comprimé, et on s'est auto-organisés, on a divisé le quartier et on a fait des patrouilles. Il y avait beaucoup de monde. C'était tellement incroyable et beau de voir comment les gens s'organisaient entre eux, des gens qui n'avaient jamais fait ça auparavant, qui n'en avaient jusqu'ici rien à faire de Maïdan, de la politique et de tout ça. Mais voilà, il y a des bandits, des titouchkys qui viennent dans mon quartier et on ne les laisse pas passer c'est tout ! Les gars ont organisé des points de contrôle sur les routes à l'entrée de Kiev parce qu'on n'avait pas confiance en la police. On s'est organisés, on patrouillait dans le quartier... Il y a eu des incidents... parce qu'on était divisés en groupes, la place était grande et là : « Oh on voit un groupe de gens ! Ça doit être eux ! On y va !... Ah non ! Ils sont des nôtres ! » Ça craint... Du coup on a pensé à... enfin... à un mot de passe, pour s'identifier... Si je ne me trompe pas c'était « Aka » et la réponse « Dem », puisqu'on est à Akadem⁴.

Le 19 janvier 2014, une partie du mouvement se radicalise et entre dans une première phase insurrectionnelle lorsqu'un groupe de manifestants se dirige depuis la place de l'Indépendance vers le Parlement, situé à quelques pâtés de maison de Maïdan. La police antiémeutes (*berkouts*) stoppe les manifestants sur la rue Hrouchevski. Des affrontements commencent entre manifestants et forces de l'ordre et se poursuivent jusqu'au 22 janvier;

3. *Gopnik* est un terme péjoratif désignant les jeunes issus des classes populaires. Y est associée l'idée de petite délinquance.

4. Quartier de Kiev.

les forces de l'ordre donnent alors l'assaut, faisant trois morts du côté des manifestants. La violence culmine sur le Maïdan en février à la suite d'une nouvelle opération lancée par les forces de l'ordre qui fait plus d'une centaine de morts du côté des manifestants. Lena a été volontaire dans le centre psychologique de Maïdan, elle n'est pas partie combattre, mais cet extrait d'entretien résume bien l'état d'esprit qui apparaît chez certains manifestants après le 22 février :

Jusqu'ici, j'étais pacifiste, mais lorsqu'il y a eu les morts sur Instituskaya⁵, ça, c'était fini.

Les individus perçoivent intimement la violence, intériorisent un sentiment de menace permanente et une dynamique d'affrontement qui peut inclure une réponse violente.

Intériorisation collective de la violence et construction de l'appartenance au groupe

Ce paroxysme de violence dans la mobilisation du Maïdan agit comme un élément structurant dans la représentation que les individus ont du groupe. Qu'ils fassent directement ou non l'expérience de la violence, les épisodes répressifs affectent intimement les individus. Cette intériorisation collective de la violence engendre une modification du rapport au groupe (Collins, 2008). Chez les manifestants qui n'ont pas de prédisposition particulière à la violence, la répression des autorités contribue à la construction d'une représentation collective qui met en opposition les autorités et les manifestants. Cette intériorisation est renforcée par les événements qui suivent la fuite du président Viktor Ianoukovytch. L'annexion de la Crimée en mars 2014 ne fait que renforcer ce sentiment de menace permanent et forme un continuum avec la violence ressentie durant la mobilisation du Maïdan. En février, des rassemblements anti-Maïdan ont lieu en Crimée, et à la fin du mois, des hommes armés surgissent sur la péninsule et prennent les administrations locales. Que les individus aient été ou non en Crimée à ce moment-là, l'annexion de la péninsule représente un événe-

5. Rue où ont eu lieu les affrontements avec la police antiémeute le 22 janvier 2014.

ment marquant à l'échelle collective. Depuis les premières manifestations anti-Maïdan sur la péninsule de Crimée, Taras suivait de près ce qui s'y passait et en débattait ardemment avec ses amis russes moscovites. Puis, n'arrivant pas à se mettre d'accord, il a décidé de s'y rendre avec eux pour voir de leurs propres yeux ce qui se passait sur la péninsule. Ils se sont donc retrouvés à Sébastopol.

On a observé attentivement, on a vu des hommes avec des armes automatiques qui gardaient les bâtiments... Ils contrôlaient tout. Des officiers avec... enfin des symboles russes qui déambulaient... Je lui ai dit [à son ami] : « Alors ? Qu'est-ce que tu ne comprends toujours pas ? Voilà, regarde ! » Mais bien sûr... je n'ai pas vraiment réussi à le persuader que tout ça était mal, etc., que ce n'était pas juste. Mais au moins, j'ai pu comprendre pourquoi il restait campé sur ses positions. Pour moi ça a été dur... d'accepter que mon ami aux idées si libérales... il a toujours été contre le régime, contre toutes les choses négatives qu'il y a en Russie... À ce moment-là, il a reconnu : « Tu sais, oui, en fait, il y a une infime partie de cet impérialisme qui brûle en moi et qui approuve tout ça... » [...] Voilà, [pause] ça, c'était la Crimée.

Les habitants de Crimée assistent également impuissants au changement d'allégeance des responsables locaux. Milan est originaire de Kherson, ville située dans le sud du pays, non loin de la Crimée. Il travaillait dans un bar restaurant dans une petite ville près de Sébastopol lorsque l'annexion a eu lieu. Voici comment il a vécu le référendum de 2014 sur le rattachement de la Crimée à la Fédération de Russie :

Au moment du référendum, le maire était dans notre restaurant avec son équipe [...]. Et il était constamment en contact avec des gens, on lui donnait la participation, ou peut-être les résultats... je ne sais pas... il était constamment au téléphone, et extrêmement nerveux. Et moi, j'étais derrière le bar. [...] Et donc j'ai suivi tout ça. Il était nerveux et j'étais nerveux aussi. Il a dû remarquer que j'étais nerveux parce qu'il m'a dit : « Milan, pourquoi es-tu si nerveux ? La Crimée, c'est la première étape et après ça sera Kherson ! » Et... bon j'étais au travail. Je ne pouvais pas montrer mes émotions ou mes opinions, mais je me suis bien rendu compte que mon expression de visage changeait et que... j'avais un sourire forcé. Voilà. Et pour finir, ils ont bu au succès du référendum. Ils ont dit : « On était

prêts à faire le nécessaire mais on n'a même pas eu besoin... »

Des mouvements anti-Maïdan émergent peu à peu dans l'est de l'Ukraine. Artem avait à peine 21 ans au printemps 2014 dans sa ville natale de Dnipro :

Je viens de Dnipro, anciennement Dnipropetrovsk, et c'est, disons, jusqu'à aujourd'hui, une enclave pro-russe. [...] C'est une ville qui a oscillé, qui a eu du mal à choisir son camp, qui a eu du mal à savoir qui défendre, parce que dans cette ville c'est moitié pro-ukrainien, moitié pro-russe. Nous avons eu notre Maïdan. On se réunissait tous les dimanches dans un quartier et les anti-Maïdan dans une autre partie de la ville. On était en paix, ça se passait bien, ils ne nous dérangent pas, on ne les dérangeait pas. Et on a eu l'information comme quoi des séparatistes voulaient prendre l'administration régionale de Dnipro. Donc on est allés au bâtiment de l'administration et on l'a protégé. [...] J'ai bien réfléchi à ce moment-là, parce que, sans mentir, on n'était pas plus de trente à protéger l'institution ukrainienne. Et deux policiers. Ils se sont enfermés dans une petite pièce et ont attendu. Et nous, on était là; moi, j'avais une chaîne de vélo, avec un bâton, je veux dire qu'on était plutôt... on les attendait. « Allez, on va tous vous brûler », je me souviens que l'ambiance était comme ça. Et on les attendait! Mais ils étaient nombreux, beaucoup plus nombreux... Qu'est-ce qu'on pouvait faire?... Les autorités locales étaient parties, tout était permis là... L'anarchie. La vraie anarchie! Tu pouvais faire ce que tu voulais dans cette ville. Tu pouvais braquer des banques. La police ne faisait tout simplement rien! C'est tout. Ce jour-là, c'est la première fois que j'ai vu une arme. Je n'avais jamais fait l'armée, donc les armes à feu... et j'ai vu un fusil d'assaut Kalachnikov pour la première fois.

Ces épisodes accélèrent la conscientisation d'un esprit de corps citoyen et rendent envisageable du point de vue des manifestants le passage à la violence. Au terme de ces longs mois, l'engagement armé ne semble pas extraordinaire ni particulièrement transgressif.

Quand le Kremlin a vu que l'Ukraine refusait d'être intégrée à la Russie, que l'Ukraine disait : « Non, nous voulons les valeurs européennes. Nous voulons vivre comme dans l'Union européenne, selon ses principes démocratiques, et nous sortons sur le Maïdan, et nous ne renoncerons pas. Nous sommes prêts à défendre tout ça. » Quand le Kremlin a compris ça, quand Poutine l'a compris, il y a eu

Maïdan, enfin plus exactement, il y a eu en réponse l'escalade sur le Maïdan, les meurtres sur le Maïdan, la Crimée et la guerre. Voilà... Parce que tout ça, c'est lié. [...] Alors j'ai repensé à Maïdan, comme ça avait été dur, combien ça avait coûté aux Ukrainiens, combien de personnes avaient perdu la vie... Je me suis dit, que je devais moi aussi, protéger ma terre...

Le passage à la violence armée semble s'être imposé à lui; il se sent une responsabilité individuelle dans la défense du territoire ukrainien. Mais en invoquant le peuple ukrainien et les sacrifices auxquels il a fait face, il confère à son engagement une dimension fortement collective. Ainsi, la répression, l'agression russe et la fuite des autorités dans certaines villes poussent les individus à agir ensemble, entre citoyens, et à s'emparer de la défense collective. Les conditions d'entrée en guerre varient selon les individus, mais cet engagement n'est néanmoins pas transgressif et s'inscrit dans un contexte dans lequel l'État encourage en partie le passage à la violence armée.

Le passage à la violence armée

Modalités d'engagement

Au début du conflit, l'armée est non seulement en sous-effectif mais aussi sous-entraînée et sous-équipée (Colin Lebedev, 2017). Outre les militaires de carrière, les personnes mobilisées⁶ et les combattants volontaires ont joué un rôle fondamental. L'engagement citoyen dès mars 2014 va fournir à l'armée ukrainienne un levier précieux. Au moment de la transition politique, à la suite de la fuite du président Ianoukovytch, l'État ukrainien perd partiellement ses prérogatives et en particulier le monopole de la violence légitime. Afin d'asseoir sa légitimité et d'assurer une plus grande efficacité, le gouvernement temporaire laisse la société civile – entendue ici comme des groupes auto-organisés de citoyens formés à l'hiver 2013-2014 et qui sont restés actifs après la fuite de Ianoukovytch – s'emparer de compétences qui lui étaient jusqu'à présent réservées (Minakov, 2020).

6. Il y aura en tout six vagues de mobilisation entre 2014 et 2015.

Les personnes mobilisées et les combattants volontaires ont deux possibilités : rejoindre l'armée régulière ou les bataillons auto-formés. Nombreux sont les citoyens qui ont d'abord tenté de s'engager dans l'armée régulière, puis se sont tournés vers les bataillons auto-formés face à la désorganisation de l'armée. D'autres ont préféré s'engager directement dans les bataillons auto-formés, notamment par refus d'intégrer l'armée :

Je suis allé au bureau militaire, mais j'ai été recalé à cause de ma santé. On m'a dit qu'on pouvait me prendre, mais que je serais responsable du bureau militaire local ou quelque chose comme ça à Dnipro. Mais ça ne m'intéressait pas vraiment. Donc je suis allé voir « Dnipro 1 ». Mais là-bas, pareil... À cause de ma santé, je ne suis pas apte au combat, j'ai été réformé. Ils m'ont refusé aussi. Donc voilà, j'ai été refusé à plusieurs endroits et il me restait deux possibilités : « Karpatska sich », je ne sais pas si vous connaissez, de l'organisation Svoboda, ils n'étaient carrément pas légaux eux et « Azov ». Et Karpatska Sich, ça ne me rassurait pas trop... je veux dire que j'avais le numéro du commandant, je l'ai appelé, on lui avait rendu visite à Menchikova⁷ quand il avait été blessé. Eh bien je l'ai appelé : « Bonjour. Je voudrais vous rejoindre. De quoi ai-je besoin pour ça ? Des documents particuliers ? » Il a répondu : « Eh bien, de ton passeport et c'est tout ! Et venez nous rejoindre ! » [il rit] Et à l'époque c'était complètement incompréhensible pour moi. Tu n'étais pas enregistré, le salaire, pas un mot à ce sujet. Bien sûr l'argent ce n'était pas le plus important à ce moment-là, ce qui était le plus important c'était que s'il m'arrivait quelque chose, que j'étais blessé ou, Dieu m'en garde, si je mourais... Ma mère a peu de revenus, et je n'aurais pas voulu que mon choix l'affecte, qu'elle le paye à ma place. Donc voilà, à cause de tout ça, ça ne me convenait pas. Donc j'ai choisi Azov⁸ parce qu'on était enregistré, on avait un salaire minimum. On a fait (pas tout à fait légalement) un certificat comme quoi j'étais apte. J'ai été pris et j'y suis allé. Mais ils ont mis du temps à m'enregistrer. Il y avait des problèmes. Il y avait beaucoup de gens et à ce moment-là, c'était un bataillon donc le nombre de place était limité, et donc ils ne pouvaient pas officiellement enregistrer tout le monde. Donc je suis resté six

7. Hôpital militaire de Dnipro.

8. Le bataillon Azov est un des bataillons auto-formés qui a été ensuite intégré au ministère de l'Intérieur puis à la garde nationale.

mois sans être enregistré... Eh bien voilà, c'était comme ça... [il sourit] Je veux dire qu'Azov c'était un peu le bordel...

Le témoignage de Bohdan montre bien l'échec des autorités à répondre à son désir d'engagement. Sa détermination à prendre activement part au combat est rendue possible par le flou organisationnel qui règne au début de la guerre. Taras, lui, prend le temps de consulter ses amis, ses connaissances. Ce qui compte c'est de trouver une structure d'engagement qui lui convient :

J'ai tout regardé, j'ai lu le post de Semenchenko⁹ sur Facebook, qui disait : « Le bataillon Donbass recrute des gens, nous devons faire quelque chose, il n'y a personne d'autre » et... j'ai pensé que oui, nous devons faire quelque chose. Voilà. J'ai réfléchi le soir, et le lendemain je suis allé sur place – c'était alors à Novye Petrovtsy, près de Kyiv, au nord –, pour voir ce qui s'y passait, pour parler, parce que je suis une personne rationnelle, raisonnable. Aller quelque part dans les bois pour devenir partisan, ce n'est pas pour moi. En plus, je n'avais pas fait l'armée pour des raisons de santé... et puis, je savais quoi faire de ma vie, je gagnais ma vie, ce n'était pas une quête d'aventure, ce n'était pas une décision émotionnelle, mais j'ai pensé à Maïdan, combien ça avait été difficile, combien cela avait coûté aux Ukrainiens, combien de personnes avaient donné leur vie pour ça... J'ai senti que là, je devais aussi protéger ma terre... C'est pour ça que je me suis renseigné sur les bataillons, j'ai demandé autour de moi aux gars qui s'occupaient des recrutements au sein des bataillons ce qui nous attendait. Ils ont dit qu'il y aurait un entraînement, que le bataillon aurait une formation, des armes et serait déployé au combat. Voilà. J'ai fait mes recherches, je suis rentré à la maison, j'ai fini ce que j'avais à faire, j'ai quitté mon travail, j'ai fait mon sac à dos, j'ai dit à mes parents que j'allais à un barbecue pendant quelques jours, et j'ai rejoint le bataillon.

Quel que soit le choix de la structure d'engagement, le passage à la violence armée n'est pas perçu comme transgressif du point de vue des individus. Il s'agit de répondre à une situation d'urgence que, selon ceux qui s'engagent,

9. Semen Semenchenko était, en 2014, le commandant du bataillon Donbass.

l'État ukrainien n'a pas été à même de maîtriser. Le passage à la violence armée est d'autant moins transgressif qu'il a été en partie légitimé par l'État qui, à plusieurs reprises, a souligné le rôle décisif des combattants volontaires au début du conflit.

Rationalisation *ex post* de la dimension affective de l'engagement

Si l'engagement apparaît en 2014 comme un choix logique, allant de soi pour les individus, il est partiellement motivé par des motifs affectifs. L'enquête ayant eu lieu en 2019, cela permet d'analyser comment les individus s'en saisissent plusieurs années après. Dans une justification *ex post* de leur engagement, nombreux sont ceux qui taisent la dimension individuelle et affective de leur expérience au profit d'un discours héroïque et sacrificiel au nom du bien commun, renvoyant ainsi à l'aura particulière donnée aux combattants dans la société ukrainienne en 2014. En somme, ils rationalisent l'engagement en le réduisant à sa dimension collective, comme le montre le témoignage de Mykhaylo :

Je pense que certaines personnes sont élevées comme ça, de façon plus égoïste – ils pensent à eux-mêmes, à leur famille peut-être. [...] Certains s'en foutent, certains disent : « Mais pourquoi je devrais faire ça pour aider l'État ? » Moi je disais : « Mais qu'est-ce que l'État a à voir là-dedans ? » Moi ce qui a compté en premier c'est quand j'ai vu que beaucoup de personnes commençaient à mourir ! Mais on tue nos voisins, on doit aller aider ! Je ne me suis pas dit que j'allais combattre, je me suis dit que j'allais aider ! Je me souviens, je me suis dit : « On tue nos voisins », voilà j'ai été éduqué comme ça.

Pour Mykhailo son engagement est l'expression d'une solidarité envers une partie de la population vulnérable. Cet élan de solidarité s'explique selon lui par l'éducation qu'il a reçue.

Chez Volodymyr aussi on retrouve l'idée de solidarité qui ne se fonde pas sur l'éducation, cette fois, mais sur un certain sens de l'honneur :

Pourquoi je suis allé combattre ? Parce que la Russie nous a attaqués ! Comment ça ? Enfin c'est mon... Enfin je ne me respecterais pas si je n'allais pas défendre mon pays.

Pour Andriy, il s'agit plutôt d'un devoir :

C'est très simple, une guerre a éclaté dans mon pays. Si un homme n'a pas de problème avec le fait de prendre les armes et d'aller combattre il doit le faire. Franchement, pour moi, c'était très simple.

Les personnes interrogées mettent également en avant une agencité particulière, entendue comme le fait d'« être acteur de l'histoire et de son destin » (Sommier, 2013). Les citoyens ont ainsi développé une « aptitude à agir ensemble volontairement » (Dubar, 2000, citant Linton). Mykhaylo le dit bien : cela n'a pas de rapport avec l'État, mais avec les concitoyens. Il s'agit d'agir ensemble selon des valeurs de solidarité dans une organisation horizontale et transparente.

Toutefois, à y regarder de plus près, on observe une vision plus nuancée de l'engagement articulant impératifs collectifs et sphère intime, comme l'exprime Bohdan :

Je crois que si quelqu'un te donne une raison précise pour laquelle il est allé combattre, il n'est pas vraiment honnête. Il ne dit pas la vérité, parce qu'en réalité il faut tout un tas de raisons pour partir. Bon, premièrement, il s'agit de se tester soi-même. Suis-je capable de le faire ? Ne vais-je pas me dégonfler ? Et deuxièmement, il y a bien sûr le pays, l'Ukraine, c'est une question de patriotisme bien sûr. Et il y a aussi un million d'autres raisons.

Viktor voulait partir depuis 2014. Pourtant, il a privilégié sa vie de famille qui était à ce moment-là sa priorité. Il articule son départ à sa trajectoire de vie intime :

Ça n'était pas aussi simple. Ce n'était pas aussi simple à la maison. J'ai compris que je ne pouvais pas laisser ma famille et suivre toutes mes envies. [...] Donc j'ai ouvert une boulangerie. [...] Puis j'ai compris que je n'avais plus à m'en faire pour ma famille et qu'il était temps de partir.

Plusieurs années après le départ pour le front, les personnes interrogées peinent à s'emparer de la dimension affective qui a pourtant joué un rôle dans leur désir d'engagement. Dans le récit qu'ils en font, ils se présentent

comme des individus rationnels qui maîtrisent tous les enjeux de leur départ. Rationaliser ses choix permet de maîtriser une période complexe de sa propre existence (Huët, 2015) et d'intégrer plus aisément cette expérience de la violence dans sa trajectoire de vie.

Conclusion

Il s'agissait ici d'explorer, dans le contexte ukrainien du printemps 2014, la façon dont des « individus ordinaires, pas spécifiquement préparés à l'exercice de la violence, en viennent à accepter et à tuer au nom de motifs essentiellement politiques » (Huët, 2019). Le passage à la violence armée des combattants volontaires ne semble pas être vécu comme quelque chose d'exceptionnel, comme une rupture radicale dans les trajectoires individuelles mais apparaît au contraire comme relevant, du point de vue des acteurs, d'une certaine évidence. Le continuum de violence que l'on observe à l'hiver 2013-2014 puis au printemps 2014 constitue pour nombre d'entre eux une initiation à la violence au terme de laquelle le passage à la violence armée apparaît comme non transgressif. La violence telle qu'elle est vécue et perçue à cette période touche à l'intime des individus et change le rapport qu'ils ont à eux-mêmes et au groupe. Pourtant, si l'affect a joué un rôle dans l'engagement des combattants, ces derniers préfèrent invoquer des motifs rationnels pour justifier leur décision de partir combattre. Ils expriment certes la diversité des motivations qui ont pu les habiter, mais l'aspect émotionnel reste à la marge de leur récit. Les motifs invoqués – solidarité, devoir – rationalisent l'émotion et font primer la dimension collective de l'engagement.

Références bibliographiques

BACZKO, Adam, DORRONSORO, Gilles et QUESNAY, Arthur, 2016, *Syrie : anatomie d'une guerre civile*, Paris, CNRS éditions.

COLIN LEBEDEV, Anna, 2015, « Les Ukrainiens au tournant de l'histoire européenne », *Études*, n° 3, p. 7-18 : <<https://doi.org/10.3917/etu.4214.0007>>.

–, 2017, « Les combattants et les anciens combattants du Donbass : profil social, poids militaire et influence politique », *Études de l'IRSEM*, n° 53, p. 99.

COLLINS, Randall, 2008, *Violence: A Micro-Sociological Theory*, Princeton, Princeton University Press.

CRETTEZ, Xavier, 1999, *La question corse*, Bruxelles, Complexe.

CRETTEZ, Xavier, 2010, « Violences nationalistes au Pays basque », *Cultures & Conflits*, n° 77, p. 101-106 : <<https://doi.org/10.4000/conflits.17921>>.

DEBOS, Marielle, 2013, « La guerre des préfets : répression, clientélisme et illégalismes d'État dans l'entre-guerres tchadien », *Politix*, vol. 104, p. 47-65 : <<https://doi.org/10.3917/pox.104.0047>>.

DELLA PORTA, Donatella, 2006, *Social Movements, Political Violence, and the State: A Comparative Analysis of Italy and Germany*, Cambridge, Cambridge University Press.

DUCLOS, Nathalie, 2018, *Courtiers de la paix : les vétérans au cœur du statebuilding international au Kosovo*, Paris, CNRS éditions.

FEDOR, Julie, ANDRI, Portnov et UMLAND, Andreas, 2015, *Journal of Soviet and Post-Soviet Politics and Society: Russian Media and the War in Ukraine*, vol. 1, n° 1, Stuttgart, Ibidem-Press.

GOUJON, Alexandra et SHUKAN, Ioulia, 2015, « Sortir de l'anonymat en situation révolutionnaire : Mайдан et le citoyen ordinaire en Ukraine (hiver 2013-2014) », *Politix*, n° 112, p. 33-59 : <<https://doi.org/10.3917/pox.112.0033>>.

GRAJALES, Jacobo et JOUHANNEAU, Cécile, 2019, « L'ordinaire de la sortie de guerre. Sociologie de l'action publique après la violence armée », *Gouvernement et action publique*, vol. 8, n° 4, p. 7-23 : <<https://doi.org/10.3917/gap.194.0007>>.

HUËT, Romain, 2015, « Quand les "malheureux" deviennent des "enragés" : ethnographie de moudjahidines syriens (2012-2014) », *Cultures & Conflits*, n° 97, p. 31-75.

–, 2019, *Le vertige de l'émeute : des ZAD aux Gilets jaunes*, Paris, PUF.

LE HUÉROU, Anne et SIECA-KOZLOWSKI, Elisabeth, 2010, chapitre 1 : « Un "syndrome tchétchène" ? Les vétérans russes de la guerre de Tchétchénie, acteurs et vecteurs d'une transposition de la violence de guerre », dans Nathalie Duclos (dir.), *L'adieu aux armes ?, Parcours d'anciens combattants*, Paris, Karthala, p. 39-81 : <<https://doi.org/10.3917/kart.undef.2010.01.0039>>.

MAC GINTY, Roger, 2010, « Hybrid peace: The interaction between top-down and bottom-up peace », *Security Dialogue*, vol. 41, n° 4, p. 391-412 : <<https://doi.org/10.1177/0967010610374312>>.

McMULLIN, Jareme R., 2012,
Ex-Combatants and the Post-Conflict State: Challenge of Reintegration,
Houndmills, Palgrave Macmillan.

MINAKOV, Mikhail, 2020,
« The third sector entering the first:
Cooperation and competition of civil
society, state and oligarchs after
Euromaidan in Ukraine », dans Raffaele
Marchetti (dir.), *Gouvernement–NGO
relationships in Africa, Asia, Europe and
MENA*, Routledge India.

PISHCHIKOVA, Kateryna, 2021,
compte rendu de lecture de l'ouvrage de
Pawel Kowal, Iwona Reichardt, Georges
Mink et Adam Reichardt (dir.), *Three
Revolutions: Mobilization and Change in
Contemporary Ukraine II: An Oral History
of the Revolution on Granite, Orange
Revolution, and Revolution of Dignity*,
Stuttgart, Ibidem, *Europe-Asia Studies*,
vol. 73, n° 2, p. 419-420 : <<https://doi.org/10.1080/09668136.2021.1880797>>.

POST, Jerrold M., 2005,
« When hatred is bred in the bone:
Psycho-cultural foundations
of contemporary terrorism »,
Political Psychology, vol. 26, n° 4,
p. 615-636 : <<https://doi.org/10.1111/1/j.1467-9221.2005.00434.x>>.

SOMMIER, Isabelle, 2008,
*La violence politique et son deuil.
L'après 68 en France et en Italie*, Rennes,
Presses universitaires de Rennes.

–, 2015, « Sentiments, affects et
émotions dans l'engagement à haut
risque », *Terrains/Théories*, n° 2
(janvier) : <<https://doi.org/10.4000/teth.236>>.

STEDMAN, Stephen John, 1997,
« Spoiler problems in peace
processes », *International Security*,
vol. 22, no 2, p. 5-53 : <<https://doi.org/10.2307/2539366>>.